



CONF/PRES/SPEECH(2019)03

Discours d'Anna Rurka à la session du Comité des Ministres du 17 mai 2019 à Helsinki

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les ministres, Monsieur le Secrétaire Général, Madame la Secrétaire Générale adjointe, Mesdames et Messieurs les ambassadeurs, Mesdames et Messieurs,

Ici à Helsinki, nous donnons à l'Europe de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit le visage qui sera le sien dans les années à venir.

Dans un monde de plus en plus complexe, aucun acteur ne peut assurer à lui seul la sécurité démocratique. Les chefs d'État et de Gouvernement l'ont bien reconnu lorsque, réunis lors du troisième Sommet du Conseil de l'Europe à Varsovie, ils se sont engagés à préserver la démocratie et la bonne gouvernance à tous les niveaux et ont reconnu que cela exige « l'implication active des citoyens et de la société civile ».

Pour que la Conférence des OING puisse remplir au mieux sa mission, qui est de faire entendre la voix de la société civile au Conseil de l'Europe, elle ne doit pas être mise en péril à chaque fois qu'une crise se produit ou qu'une réforme est engagée.

En mars de cette année, il s'est tenu une conférence consacrée au rôle et au statut des ONG au sein du Conseil de l'Europe ; je tiens à remercier le pays hôte, la Pologne, ainsi que la Présidence finlandaise et le Secrétariat du Conseil de l'Europe, de l'organisation de cet événement. Dans la perspective d'une participation multipartite aux travaux du Conseil de l'Europe, je vous adresse mes félicitations pour la décision adoptée aujourd'hui d'explorer les moyens de renforcer le rôle des ONG et leur participation aux travaux de l'Organisation. Le statut participatif des OING, qui a été créé par le Comité des Ministres en 2003, représente une avancée démocratique majeure et un modèle pour d'autres organisations internationales.

Toutefois, une participation digne de ce nom nécessite un environnement favorable, l'accès à l'information et, ce n'est pas le moins important, des ressources financières et humaines permettant de soutenir une participation sérieuse, comme le prévoient les Lignes directrices relatives à la participation civile aux décisions politiques, que vous avez adoptées fin 2017.

En cette période cruciale, qui déterminera l'avenir du Conseil de l'Europe, nous devons garder en mémoire les pères fondateurs de l'Europe. Ils avaient une conviction : œuvrer pour la paix. Et ils avaient la vision d'une union plus étroite entre tous les pays européens attachés aux mêmes principes. La société civile a soutenu cette conviction et cette vision ; elle a joué un rôle majeur dans l'appel à l'unité européenne lancé lors du Congrès de l'Europe, à La Haye en 1948. Aujourd'hui, la Conférence des OING et la participation des OING au Conseil de l'Europe s'inscrivent dans le prolongement de cette ambition pour une Europe des peuples.

Le fait de limiter les possibilités de participation des ONG à notre Organisation et d'éloigner ou d'isoler encore davantage l'Organisation des citoyens, comme cela se produira en cas de prolongement de la crise budgétaire, pourrait donner l'impression que la démocratie participative serait une notion réservée aux périodes d'abondance et dont on pourrait se

passer lorsque les temps sont difficiles. À l'inverse, en ouvrant davantage notre Organisation pour la rapprocher des acteurs de la société civile, des jeunes et des défenseurs des droits de l'homme, nous pouvons faire preuve de l'« unité dans la diversité » qui est au cœur de la démocratie comme au cœur du Conseil de l'Europe.

Je suis convaincue que nous pouvons relever les nouveaux défis du monde moderne sans cesser de travailler sur ceux que nous connaissons déjà. Je suis également convaincue que le Conseil de l'Europe demeure une organisation irremplaçable ; il est pour beaucoup dans la confiance que les citoyens placent dans l'avenir de l'Europe. Enfin, je suis convaincue que nos États membres demeurent attachés aux valeurs de notre Statut, y compris à la réalisation d'une démocratie véritable ; c'est pourquoi je ne doute pas que vous trouverez une solution à la crise actuelle, mais aussi à la crise plus vaste qui affecte la confiance dans la vision des pères fondateurs.

En guise de conclusion, je tiens à remercier la Finlande de sa remarquable Présidence. Nous adressons tous nos vœux de réussite à la France. La Conférence des OING se tient prête à apporter sa contribution aux priorités et au programme de la Présidence française. Je vous remercie de votre attention.